

Particular.

Julio 12/865

Paris, 4 de Mayo, 1865.

_ Sr. Sr. Sr. Rufino de Alizalde.

Mi distinguido Amigo,

Quedo de recibir sus apreciables
 recondones del 21 de Mayo, que
 me informan de las nuevas
 y graves atenciones de que se
 halla v. recargado con motivo
 de la ausencia del Dr. Karson,
 las que habían aumentado no
 poco al inaugurarse las Cámaras
 Nacionales. Felizmente v. tiene
 una facilidad asombrosa para
 el trabajo, y lo que á otros acobor-
 daria, á v. le proporciona un

nuevos campos para desplegar
su irragotable actividad y zelo en
servicio de la Patria.

Deseo que lo del Paraguay se
vuelva todo humo, y que
el Presidente Lopez en sus
obligas a tomar parte en la
guerra que tan torpemente
se ha comprometido con el Brasil.

Entretanto, sus agentes en este
se aliaron con algunos enemigos
de nuestra actualidad, siguen
amenazando de Aliados del Brasil,
monopolistas, opresores de las Provincias,
y en un Folleto q. acaba de publicarse
y q. en esta ocasion remito a V.,
diciendo que a Lopez le incumbe
ahora completar la grande obra
iniciada por Bolivar y San Martin.

Tales absurdos solo sirven para
poner en ridiculo a sus autores,
que se desesperan al ver la prospe-
ridad creciente de nuestra Republica.

y las simpatías de que goza en Europa, la ilustrada administración del Genl. Mitre.

El enunciado Folleto es una reproducción, mas desmenuada y mejor redactada, de la nota dirigida por el Encargado de Negs. Paraguayo a Lord Russell, y comunicada con otros documentos al Parlamento Británico, segun informé a V. anteriormente.

Aquí estamos todavía bajo la impresión dolorosa y universal^{ta} que ha producido el horrendo asesinato del Presidente Lincoln, y del Ministro Seward: Dios quiere que este crimen no invite nuevamente los ánimos, y contribuya a prolongar una lucha y. pariera acercarse a su término.

Nro compatriota el Don D.^o A. Alsina se prepara a regresar

à esapm el proximo vapor
francés de Burdeos; es lastimo
no pueda demorarse para observar
y conocer mejor la Europa.

Monsr de Bevenot à quien
ves con frecuencia, empieza
à hacer sus preparativos de viaje
pt. regresar à Buenos Ayres, pues
por varias empresas q' ha hecho
ha perdido toda esperanza de
obtener otra Legación en Europa,
como lo deseaba; y no disminuta
ni oulta lo que esto le contraria.

Mucha me alegraria que
la creacion Paraguaya se
anexase pacificamente, y q'
el Gobierno de Lopez fuese
reemplazado por otro mas impar-
tial para los Estados vecinos.

En esta esperanza, me refuto à sus
orden. de V. apr. amigos.

McBahana

P.S. La Subvinta de V. sigue conser-
vando su antiguo, y es de su nombre.

Montevideo, 30 avr.

Le Temps
6. Mai/68

Nous sommes en pleine fièvre de réorganisation : les décrets se succèdent rapidement.

Un des derniers actes du gouvernement d'Aguirre avait suspendu le remboursement en espèces des billets de banque. Florès vient de le rétablir. Une enquête sur les finances se poursuit avec activité ; des banques particulières sont en voie de formation ; un décret vient d'autoriser l'établissement d'une ligne télégraphique sous-marine entre Montevideo et Buenos-Ayres. Le marché a repris sa physionomie habituelle ; de nombreux bâtiments sont dans le port, les chargements se font un peu attendre, mais bientôt les cuirs abonderont, car le bétail arrive aux saladeros.

Fidèle à sa parole, le gouvernement brésilien retire ses troupes du territoire Oriental ; deux divisions, fortes de 44,000 hommes, ont évacué la république, et sont rentrées dans la province brésilienne de Rio-Grande.

Une satisfaction, depuis longtemps attendue, a été donnée au parti *colorado*. On se rappelle qu'en 1837, le général César Diaz, enveloppé avec 300 soldats, au *paso de Quinteros*, par toute une armée du parti *blanco*, demanda à capituler : le chef ennemi lui donna sa parole que lui et tous les siens auraient la vie sauve ; les prisonniers livrèrent leurs armes, et, en dépit des promesses faites à Diaz, ils furent tous impitoyablement massacrés. Les victimes de Quinteros ont été proclamés martyrs de la patrie, et la république prend à sa charge les veuves et les orphelins.

Je vous ai déjà indiqué les vives sympathies que les populations étrangères avaient témoignées au général Florès ; nous espérons que le siège ne durera pas, et que le gouvernement s'empresserait de capituler devant les forces imposantes du Brésil ; mais la résistance d'Aguirre avait exaspéré les assaillants, et nous nous sommes vus, nous étrangers paisibles, menacés d'un bombardement. Le contre-amiral Chaigneau a beaucoup contribué à rétablir la paix ; aussi les résidents français viennent d'offrir à l'amiral une épée d'honneur ; la souscription a été couverte de plus de 2,000 signatures. Les autres résidents étrangers, anglais, espagnols, italiens, ont été comme nous vivement affectés de la disgrâce de M. Paranhos, qui, par sa modération, par ses égards envers les représentants étrangers, a aidé puissamment à la solution des différends ; et, à ce titre, nous lui avons une grande reconnaissance ; le diplomate brésilien a reçu de l'amiral Chaigneau une lettre très sympathique. Le départ de M. Paranhos ne change en rien la politique brésilienne, ce qui le prouve, c'est l'évacuation déjà commencée de l'armée d'occupation.

Mais la paix n'est pas rétablie partout ; le conflit s'aggrave entre le Brésil et le Paraguay. Le président Lopez a réuni un congrès à l'Assomption. Convoqués le 3 mars, les électeurs ont choisi leurs députés qui, deux jours après, étaient réunis dans la capitale. On est expéditif au Paraguay.

Le message lu par le président est un acte d'accusation contre le Brésil et surtout contre le général Nturo, président de la confédération Argentine, qui a refusé de laisser passer les soldats du Paraguay sur le territoire argentin de la province de Corrientes. Le Congrès a nommé le président Lopez, maréchal général avec 60,000 piastres (485,000 francs) d'appointements par an, et il a laissé au nouveau maréchal général, la direction absolue de la guerre. Un emprunt de 25 millions de piastres a été autorisé, et les préparatifs belliqueux continuent.

On s'attend ici à une rupture entre le Paraguay et la confédération Argentine, qui ferait alliance avec le Brésil.

Nous espérons bien ne pas prendre à cette guerre une part active : Montevideo deviendra la base des opérations maritimes ; en ce cas, nous serons ici aux premières loges, et je ne manquerais pas de vous tenir au courant.

A. LE FRANÇOIS.

Constitutionnel 5 Mai

On écrit de Montevideo, le 30 mars :

Tandis que la population est toute aux réjouissances publiques, le gouvernement de Florès poursuit sa tâche réorganisatrice. Ainsi le décret d'Aguirre qui avait donné cours forcé au papier, des banques et suspendu le paiement en espèces a été rapporté, et dans un délai de quinze jours les banques devront échanger leurs billets contre de l'or, à la volonté des porteurs ; le libre établissement des banques particulières a été autorisé, etc.

L'amiral français Chaigneau, auquel revient une part importante dans l'heureuse issue du malheureux conflit brésilien-oriental, a été de la part de ses compatriotes auxquels s'est associé tout le commerce étranger, l'objet d'une manifestation des plus flatteuses. Une épée d'honneur lui a été offerte au nom de plus de 2,000 résidents français.

On considère ici la question brésilienne comme définitivement résolue. Du reste, deux divisions brésiennes ont déjà évacué le territoire de la république.

Aucun nouveau fait d'armes n'a eu lieu entre les Paraguayens et les Brésiliens. Le congrès paraguayen a proclamé le président Lopez généralissime, lui a décerné les honneurs suprêmes, l'a autorisé à se placer à la tête d'une armée de 30,000 hommes destinée à envahir le Brésil et a voté un emprunt de 25 millions de piastres (125 millions de francs). Cet emprunt est, dit-on, le premier qu'ait jamais contracté le Paraguay.

Ces nouvelles ont produit à Buenos-Ayres une sensation très-vive. On craint que le gouvernement ne soit entraîné à la guerre par suite de l'invasion de la province de Corrientes que traverserait l'armée paraguayenne pour marcher sur la province brésilienne de Rio-Grande.

La presse entière engage le général Mitre à ne pas reculer, et on croit qu'avant peu sera signé un traité d'alliance offensive et défensive avec le Brésil.

Dernière heure. — Une commission nommée au sein de la nombreuse émigration paraguayenne qui se trouve à Buenos-Ayres, arrive à Montevideo afin de s'embarquer pour Rio de Janeiro et de se présenter au gouvernement brésilien.

(Navas.)